



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 433 du 15 mai 2026

La « Nouvelle France » de Mélenchon ou les habits neufs de la gauche, le populisme parlementaire, ostracisé par le capital mais qui se propose de gouverner avec et pour lui...

Le 3 mai, Jean-Luc Mélenchon annonçait sa candidature à la présidentielle, posant au roc face aux tempêtes des guerres, de la déroute globale du capitalisme, à l'écart des crises politiques de la gauche, de l'explosion de la direction du PS aux primaires « tous contre LFI », en passant par la crasse xénophobe d'un Ruffin qui pousse jusqu'au bout sa logique souverainiste et patriote.

La crise n'a pas fini de provoquer de nouveaux éclatements, entre macronistes et chevaux de retour de la droite, dans la surenchère réactionnaire pour espérer tenir face à l'extrême-droite où les couteaux s'aiguisent entre les Bardella, Le Pen, Ciotti et cie...

Face à ce torrent réactionnaire et ce déferlement d'ambitions personnelles rivales, la campagne de LFI tranche. « C'est carré » dit Mélenchon espérant devenir le pivot de la bataille présidentielle pour se retrouver au second tour contre Bardella. Son programme¹ met en avant l'égalité homme-femme, la « *créolisation* » de la société comme une richesse, les préoccupations environnementales, des mesures sociales, la défense de la paix et la solidarité avec le peuple palestinien.

LFI s'en retrouve conspuée comme « *antisémite* », « *d'extrême-gauche* », « *communautariste* », danger pour la république, porteuse de la « *violence antifasciste* »... Cette ostracisation rappelle celle du PCF dans les années 50-60, en pleine Guerre froide, quand il n'était pas question pour la bourgeoisie française de le laisser accéder au gouvernement, malgré son poids électoral et ses gages de parti républicain responsable. La mise au ban n'avait fini qu'avec l'entrée au gouvernement sous Mitterrand en 1981, ce qui avait achevé d'intégrer le PCF aux institutions bourgeoises puis... au libéralisme sous Jospin quand Mélenchon était devenu ministre.

A travers LFI, c'est la colère populaire, la révolte du monde du travail, qui sont combattues. Jean-Luc Mélenchon se réjouit d'en endosser le costume pour défendre la perspective d'un autre pouvoir : « *faire la révolution citoyenne* » pour « *ordonner le monde* ». Ce programme électoral est,

en réalité, bien loin d'une révolution. Tout son contenu reste dans le cadre du capitalisme et de ses institutions. Mais Mélenchon joue les cartes qui le démarquent : le duel entre lui et tous les autres, le populisme démagogique de celui qui se voudrait un nouveau Mitterrand, le rôle du nouvel héraut anti-système du peuple... Une impasse et un piège pour les travailleur-ses.

« *Vers une nouvelle France* », le titre même de son programme, alerte dans ce sens. Présenté comme une réponse pour combattre le « *grand remplacement* » de l'extrême-droite auquel il oppose le grand remplacement des générations, il reste sur le même terrain national, de l'Etat, prétendant défendre les classes populaires en les conciliant avec les intérêts de la bourgeoisie, ce qui revient à les soumettre à celle-ci.

Alors que le capitalisme, ici et dans le monde, est en marche vers le krach et la faillite à laquelle il cherche à échapper par la guerre mondialisée, qu'il provoque une catastrophe sociale et écologique, cette politique se propose en fait de le sauver en désarmant la colère et la révolte du monde du travail et de la jeunesse au nom d'une mythique « *révolution par les urnes* ».

LFI ou la réponse de la gauche à sa propre faillite en tentant d'effacer les trahisons, reniements et... le socialisme, le communisme, la classe ouvrière

Jean-Luc Mélenchon incarne une continuité de la gauche contrainte de prendre de nouveaux habits pour s'adapter à la nouvelle période, faire oublier ses trahisons et tenter de s'inventer un avenir... Lui-même fidèle de Mitterrand, ministre de Jospin, admirateur de De Gaulle, ses ambitions personnelles l'ont poussé à prétendre vouloir en finir avec la Vème république de ses modèles, et à se dégager de la gauche faillie.

De son départ du PS fin 2008 suivi par la création du Parti de gauche en février 2009 jusqu'au NFP en liquidation, un « *relookage* » était la condition pour prétendre, encore

une fois, postuler au pouvoir. Mais à l'opposé de retrouver les voies de la classe ouvrière et du combat pour le socialisme, le communisme, ce nouveau courant populiste de gauche accuse le mouvement ouvrier des capitulations de la gauche. « *Le mouvement ouvrier a échoué* » est-il écrit dans le texte « *Comment faire ?* »² définissant les principes fondateurs de LFI.

Sa seule nouveauté est de tourner le dos au mouvement ouvrier, à la lutte des classes, de combattre le marxisme, en un mot aller jusqu'au bout des reniements et trahisons des idées socialistes et communistes pour en faire un programme pour servir le peuple, la nation et l'État, c'est-à-dire le capital.

Les vieilles recettes des mesures à minima pour les travailleur-ses et les classes populaires sans moyens pour les imposer, la liste des futurs reniements...

Certes, face à la campagne permanente de sacrifices contre le monde du travail et aux patrons qui gèlent les salaires et multiplient les licenciements, le programme de promesses électorales de LFI se positionne en rupture radicale. Il parle « *d'éradiquer la pauvreté* » en promettant de ne laisser personne en-dessous du seuil de 1216 € pour une personne seule, d'augmenter le SMIC à 1600 € net, et d'« *indexer les salaires sur l'inflation* ». Pour la retraite, ce serait le retour à 60 ans, « *à taux plein pour 40 annuités de cotisations* » et un « *minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté* ».

Mais ces mesures à minima ne représentent pas de réel progrès pour les classes populaires. Elles n'ont pas d'autre ambition que de limiter le recul social, entérinant de fait une pauvreté insupportable que subissent déjà près de 10 millions de personnes. Et elles ne peuvent faire illusion, si elles y parviennent, qu'au regard de la violence de l'offensive contre les travailleur-ses menée par le patronat.

Cette politique est mensongère au regard des rapports de classe actuels, dans le cadre du capitalisme financiarisé et mondialisé. La soif des capitaux qui ne peuvent plus réaliser leurs profits que par le durcissement de l'exploitation et la violence, jusqu'à la guerre, ne laisse aucune place à ce type de programme, même à minima. Le laisser croire contribue à désarmer le monde du travail au moment où le patronat adoube les forces les plus réactionnaires pour mener sa guerre de classe.

Pas un mot du programme n'est en faveur de l'intervention des travailleur-ses, la seule classe qui pourrait inverser le rapport de forces contre les capitalistes et leurs serviteurs d'extrême droite. Il s'agit pour LFI de rester dans le cadre parlementaire, des « *conférences nationales* », du dialogue social... tout droit vers les futurs reniements des promesses électorales.

« Définanciariser l'économie réelle », un leurre qui prétend rationaliser le capitalisme pour le sauver de sa déroute

Aussi peu crédible qu'Hollande qui désignait avant son élection la finance comme son ennemi, Mélenchon promet de séparer la « *finance* » et « *l'économie réelle* », comme si la financiarisation, stade ultime auquel est arrivé le capitalisme, ne dirigeait pas la production et les échanges, vampirisant chacune des transactions, sans retour en arrière possible.

Son programme prétend aller « *par-delà la propriété privée* », mais il s'agit tout au plus de contrôler les « *excès* » du capital, « *surtaxer les profits* », « *taxer les transactions financières ... et les rachats d'action* », « *contrôler les mouvements de capitaux* », bref, prétendre limiter l'action des groupes financiers... qui savent contourner la moindre loi de contrainte.

Contre le parasitisme de l'endettement qui saigne les classes populaires, le programme parle certes d'« *annuler la dette publique* », mais les mesures annoncées se limitent à faire racheter la dette par la Banque centrale européenne et « *déterminer la part illégitime et préparer un réaménagement négocié de la dette publique* ».

Contre la récession, LFI recycle l'illusion de la « *relance de l'activité par la consommation populaire et l'investissement public* », le mythe de la croissance keynésienne dont l'apparente logique s'écroule sur l'état réel du capitalisme qui étouffe sous ses contradictions, ses masses de capitaux avides d'une plus-value que les limites du marché et la stagnation de l'économie ne lui procurent plus, laissant la place à un capitalisme de plus en plus parasite et prédateur.

Respectueux de la propriété privée capitaliste et de l'État qu'il aspire à servir, Mélenchon ne peut imaginer déposer la finance, lui arracher son pouvoir en l'expropriant, en fermant les Bourses et interdisant la spéculation. Le programme de LFI a la prétention vaine de sauver le capitalisme de lui-même en le réconciliant avec les exploités, au moment où il entraîne l'économie mondiale vers le krach et la récession. Un leurre lourd de désillusions pour celles et ceux qui, une fois encore, se laisseraient duper.

Les préoccupations environnementales pour justifier un protectionnisme réactionnaire

Les préoccupations environnementales sont centrales dans le programme, mais elles ramènent à un protectionnisme étatique aux relents patriotiques. On se souvient qu'en novembre 2025, Aurélie Trouvé, députée LFI, portait à l'Assemblée le projet de « *Faire de notre pays, un leader de l'acier vert* » pour « *sauver l'acier français* », « *l'acier, il y en a partout, dans la défense nationale, dans les automobiles !* ».

C'est la même logique qui guide toute la partie environnementale. L'Etat en serait l'acteur pour « *lancer un plan massif de 200 milliards d'euros d'investissements écologiquement et socialement utiles* ». Il s'agit toujours de la même politique réactionnaire d'un capital mis sous perfusion de l'Etat, comme sous Hollande et Macron, qui aggrave la crise en faisant les poches des classes populaires et en détruisant les services publics.

Alors que les questions environnementales posent le problème d'un pouvoir mondial contre le pillage de la nature par les multinationales, pour la réorganisation de la production et des échanges, la « *planification écologique* » évoquée par LFI est réduite au niveau dépassé, réactionnaire, de l'Etat national dans le seul but de servir le capital.

Encore et toujours la question de l'Etat, un programme qui recycle le vieux mensonge bourgeois de l'Etat neutre et protecteur

Mélenchon promet de changer de Constitution et d'« *organiser la séparation de l'Etat de la finance* », une phrase creuse qui ne dit pas un mot des forces qui pourraient transformer l'Etat de la finance en un Etat contre la finance.

Il voudrait faire revivre le vieux mythe d'un Etat au service du peuple, et tout son programme repose sur l'illusion que l'Etat pourrait agir contre ses maîtres, la bourgeoisie qui l'a construit, le contrôle et le dirige depuis des décennies et devenir soudain le protecteur des classes populaires, comme s'il n'était pas « *l'instrument pour l'exploitation de la classe opprimée* » (Lénine).

Et LFI va jusqu'au bout de son programme bourgeois se préoccupant de renforcer la police et l'armée avec une « *nouvelle stratégie antiterroriste* », « *renforcer les moyens du renseignement* », promettant une « *police républicaine* » et « *une loi de programmation militaire visant à restaurer notre indépendance* », tout à fait en phase avec les exigences militaristes et nationalistes de la bourgeoisie.

« France indépendante », « protectionnisme solidaire », « déclin du pays », une politique au service de la bourgeoisie nationale

Dans sa *Lettre au peuple de France*³, Mélenchon s'émeut : « *comment ne pas être affligés par le déclin du pays sur la scène internationale ?* » Et d'avancer « *Notre indépendance doit être un objectif de la politique économique. Ce que nous pouvons, nous devons le produire nous-même* » : une réactualisation du slogan du PCF en 1981 « *Pour créer des emplois, produisons français* ».

Le nationalisme est au cœur du populisme de LFI, qui appelle « *intérêts de la France* » les intérêts de la bourgeoisie. Même s'il le présente sous un vernis qui se prétend progressiste, le « *protectionnisme solidaire* » avec des pays pauvres ou partenaires, ce sont bien les intérêts de la bourgeoisie française qui sont défendus : « *L'instaura-*

tion d'un protectionnisme solidaire protégera l'industrie d'une concurrence déloyale ».

Mélenchon se réclamait il y a peu, en meeting, du gaullisme sur les questions internationales. Il en reprend les refrains pour « *sortir des ornières de l'atlantisme et retrouver une voix indépendante* », rejetant l'alignement derrière les USA et « *refusant la doctrine du 'choc des civilisations', en portant une action internationale non alignée, au service de la paix* ». La rupture avec tous les autres partis semble totale... à part avec de Villepin, qui joue la même carte à droite, au nom des mêmes « *intérêts de la France* ».

Leurs discours pour « *le respect du droit international contre les guerres* » se rejoignent pour prétendre que « *la paix et la coopération ... vont de pair avec les intérêts de la France* », effaçant le militarisme de l'Etat français, certes de second rang mais bien réel et acharné pour le compte des Total, Bolloré, Bouygues, Orange et tant d'autres qui pillent les peuples.

Dans le même sens, LFI s'inscrit dans la continuité impérialiste utilisant, au mépris du droit à l'autodétermination de leurs peuples, les restes de l'empire colonial : « *Grâce aux Outre-mer, la France ... possède le deuxième domaine maritime au monde. ... Le devoir de la France est fixé par ses responsabilités. Elle doit être le fer de lance d'une diplomatie universaliste. Les Outre-mer en seront les points d'appui* ».

En rupture avec à le populisme de gauche ersatz d'un réformisme failli, faire vivre le mouvement ouvrier, construire un front démocratique et révolutionnaire des travailleur-ses

Au regard des tempêtes qui s'annoncent, LFI n'incarne aucun avenir. En formulant un programme global qui donne l'impression de porter des perspectives face au basculement du monde, Mélenchon voudrait raviver les illusions électorales, l'espoir vain de repousser un peu les affrontements les plus violents inscrits dans la situation. C'est la position qu'a choisi de soutenir le NPA-A⁴, poursuivant son ralliement à LFI et à feu le programme du NFP, au nom du danger de l'extrême-droite.

Une telle politique est un échec assuré. Le capitalisme est à bout de souffle, il ne peut accepter la moindre réforme, la moindre concession, et Mélenchon ne peut trouver auprès de la bourgeoisie et de l'Etat qu'il veut servir d'autre fonction que de canaliser le mécontentement et la révolte sur le terrain stérile des élections, de les maîtriser en les détournant de leurs propres objectifs pour leur imposer le respect du cadre républicain, c'est-à-dire de la domination de la bourgeoisie.

En rupture avec cette politique populiste, les travailleur-ses, la jeunesse ont besoin de participer à la construction de leur indépendance de classe, pour se donner les moyens d'intervenir directement par eux-mêmes et pour eux-

mêmes. Cela passe par une lutte politique contre l'électoratisme et les impasses institutionnelles de LFI, une lutte qui nécessite la coordination des forces et des militant·es du mouvement ouvrier qui refusent de se bercer, une fois encore, d'illusions pour ne compter que sur eux-mêmes et veulent s'organiser pour porter les perspectives de la lutte des classes, de la révolution, de la conquête du pouvoir par le monde du travail pour prendre directement leurs affaires en main.

Les révolutionnaires ont un rôle indispensable à jouer à l'heure où le capitalisme menace de s'effondrer. Ils ont besoin pour cela de se rassembler, de constituer un front démocratique et révolutionnaire pour combattre les illusions populistes, préparer lucidement les affrontements politiques contre la bourgeoisie, son Etat, les forces réactionnaires à son service. Loin de céder au chant natio-

naliste réactionnaire qui détourne de la perspective du socialisme et du communisme, la tâche du jour est de retrouver la confiance dans notre camp social, de participer à la construction de l'indépendance de notre classe pour qu'elle se dote de son propre parti, un parti révolutionnaire des travailleur·ses.

François Minvielle

¹ *La France Insoumise - L'avenir en commun - Mélenchon 2027 : Soutenez ma candidature à l'élection présidentielle*

² *Comment faire ?*

³ *Lettre au peuple de France - Mélenchon 2027 : Soutenez ma candidature à l'élection présidentielle*

⁴ *Lettre aux camarades de LFI à propos de l'unité nécessaire | NPA*